*Marché : ARCHIVAGE & GESTION DE CONTENU*

*Article 7.400c – Titre 2 lignes – Chapô 363c +****1 photo en ouverture ( légende :*** *Il ressort de ce*10e rapport sur la gouvernance de l'information numérique, une prédominance des enjeux de sécurité, de rationalisation et d'accès aux contenus.)

 *+ 1 encadrés 580c + 1 Graph*

***Titre***

**58% déploient la Gouvernance**

**de l’information numérique**

***Chapô***

**Le 10eme rapport annuel  sur la gouvernance de l'information numérique de Serda Conseil confirme le bouleversement dans les habitudes de travail des organisations, probablement porté, en partie, par la pandémie de Covid-19.** **Pour autant les évolutions des pratiques et l’atteinte des bénéfices promis par cette transformation digitale restent au coeur des enjeux.**

***Texte***

Après une première édition parue en 2011, Serda-Archimag a publié son 10 ème rapport sur la gouvernance de l’information. Une décennie au cours de laquelle la démarche de gouvernance de l’information s’est peu à peu imposée dans les organisations privées et publiques. Avec aujourd’hui de nouvelles tendances, notamment en matière de signature électronique et de numérique responsable. Parallèlement, une norme Iso est en préparation. Sur le terrain, du records manager au responsable de la sécurité des systèmes d’information, en passant par le délégué à la protection des données, différents métiers sont partie prenante.

**Les organisations ont**

**nettement progressé sur le sujet.**

Aujourd’hui, 58 % des organisations ont mis en place une gouvernance de l’information numérique, des documents et des données. Elles se répartissent entre 19 % de manière globale et 39 % de manière partielle. 13 % ont un projet pour cette année.

Le cap des 70 % des organisations outillées est en passe d’être atteint !

Cependant l’approche globale reste encore minoritaire. Elle ne concerne qu’une organisation sur 5, même si cela a doublé en 10 ans (on est passé de 1 entreprise sur 10 à 2 sur 10), sauf dans le cas du secteur industriel où cette approche est souvent le principal modèle retenu.

Interrogés sur les acteurs qui pilotent la gouvernance, 21% des sondés citent la direction générale et près de 19% la DSI, tandis que chez 15% ce rôle revient au service chargé de l'information - documentation. Enfin, moins de 8% disposent d'un service dédié.

Enfin, il existe toujours un écart entre les secteurs privé et public. Le secteur privé reste globalement stable avec 28 % de « oui de manière globale » notamment le secteur industriel. En effet, l’industrie de manière générale et particulièrement les domaines du BTP et de l’énergie, sont clairement en avance sur une gouvernance de l’information de manière globale.

**Les aspects de sécurité**

**de l’information prédominent**

La Gouvernance de l’information numérique intègre de plus en plus fortement la dimension sécurité ; on le voit aux réponses apportées à la question sur les principaux risques en matière de sécurité des informations numériques.

Les répondants pointent en premier lieu les cyberattaques (près de 61%), suivies par la négligence humaine (51%) et les failles liées au télétravail, ex aequo avec les problèmes de conformité réglementaire (44%).

Parmi les conséquences potentielles de ces menaces, les répondants craignent avant tout les pertes d'information et de données (75%), l’absence de traçabilité au niveau des documents, le manque de suivi dans les usages et dans le mode d’exploitation des données et les atteintes à la réputation de leur organisation (54%).

Parmi les autres sujets qui posent aujourd'hui problème en termes de gouvernance figurent le traitement des e-mails (54%) et la gestion du cycle de vie des documents (46%), rappelant que les organisations subissent une véritable déferlante d'information, avec des volumétries en hausse constante d'une année sur l'autre - un constat évoqué par près de 71% des sondés. Il s'ensuit fréquemment une perte de temps liée à la recherche d'information (59%).

**Des attentes fortes sur**

**les accès aux informations,**

les principaux enjeux d'une gouvernance documentaire portent sur l'organisation et l'accès à l'information et aux connaissances (cité par 82% des sondés), suivis par la définition de règles et de processus (près de 51%) et la maîtrise des risques (50%).

Par ailleurs, la gestion des données prend une place croissante dans les politiques de gouvernance de l'information, faisant partie intégrante du sujet chez 31% des sondés, et y figurant de façon partielle chez 46%. Les objectifs de la gouvernance sont d'abord de gagner en efficacité (69%) et de rendre la bonne information disponible au bon collaborateur (58%), même si la traçabilité (38%) et la conformité (28%) ressortent également chez une partie des répondants.

En matière d'accès, le sujet central reste de fournir à l'utilisateur un point d'accès unique (une priorité pour près de 54%), en diminuant le nombre d'applications (priorité pour 18% des sondés). La multiplication des solutions et l'éparpillement des services gérant l'information apparaissent comme des difficultés pour respectivement 54% et 48% des répondants, révélant la persistance des silos d'information. Toutefois, l'édition 2021 montre que l'accès en mobilité apparaît également comme une priorité importante, un effet du télétravail généralisé durant la crise sanitaire. De 2015 à 2021, les accès mobiles à l'information sont ainsi passés de 12% à 72%.

**Digital workplace**

**et signature électronique**

En termes d'usages, l'enquête met aussi en évidence l'essor rapide de la digital workplace. Apparue dans l'édition 2019, celle-ci est passée de 2% d'entreprises utilisatrices en 2019 à 11% en 2021. Cela est du à nos comportements et pratiques qui ont fortement changé depuis dix ans : nos environnements de travail sont entièrement numériques et l’on attend des offres de servicequ’elles favorisent la mobilité et l’accès à distance aux applications métier, aux espaces de travail et aux échanges avec les équipes. En 2021, ce sont presque 3 organisations sur 4 à le demander. Sans doute la crise sanitaire et ses conséquences en termes d’organisation du travail avec le télétravail fortement recommandé y sont pour quelque chose.

L'adoption de la signature électronique a quant à elle quasiment doublé entre 2014 et 2021, passant de 14% à 27%. Plus qu’une croissance, elle connait une réelle légitimité due en grande partie au contexte de travail à distance qui s’est installé depuis plus d’un an dans le cadre de la crise sanitaire avec des pratiques de plus en plus répandues des visas électroniques.

Certes, on est encore loin d’une couverture compléte. Les usages portent en priorité sur certains circuits comme les marchés publics où elle est déjà en place (obligation réglementaire). Elle est présente pour presque 30% dans les contrats forunisseurs, tous secteurs d’activité confondus. Elle équipe 1 organisation sur 5 pour les contrats clients (20,4%, avec une progression de 4 points) et 19% des conseils d’administrations ou assemblées. Mais le plus représentatif est que pour 22% des répondants, l’usage de la signature électronique est déployée pour tout ce qui est engagement.

**Vers une dématérialisation**

**plus respectueuse de l’environnement**

## L’enquête ouvre aussi les débats dès cette année pour que la gouvernance porte en soi la nécessité de gérer les grands enjeux de la planète : épuisement des ressources, pollution, changement climatique…

Serda a la conviction que construire des politiques de Gouvernance d’une Information Numérique avec des programmes de dématérialisation et des choix d’infrastructures écoresponsables est un enjeu majeur. Reste que ce sujet semble encore bien loin d’être une réalité dans la majorité des organisations. Ainsi pour plus de 80% aucun bilan carbone n’a été réalisé au sein de leurs organisations. Il ya sur ce sujet beaucoup d’étapes à franchir : le fait que la réglementation soit au rendez-vous – examen en cours de la loi visant à réduire l’empreinte environnementale du numérique en France - porte à qualifier de responsable la Gouvernance de l’Information Numérique.

**Facilities**

d’après *10eme Rapport annuel*

sur *La Gouvernance de l'Information numérique*

*dans les organisations de SERDA Group*

*Encadré 1 (580c)*

### À propos de l'étude

### 10e anniversaire ! Serda-Archimag a en effet publié son 10 ème rapport annuel sur la gouvernance de l’information(GI) numérique, des documents et des données. L’enquête, née en 2011 et menée tous les ans auprès de plus de 300 organisations publiques et privées, mais aussi d’associations et d’ONG, avec plus de 40 questions, permet de produire un véritable baromètre construit autour des programmes de gouvernance, de leurs enjeux et de leurs modèles de mise en œuvre, et met en évidence également des sujets émergents, critiques, incontournables et innovants.